

EN DÉPIT D'UN DÉFICIT FLAGRANT

La formation des opticiens en stand-by

Les 34 établissements de formation paramédicale relevant du secteur public et les 17 autres relevant du secteur privé ne dispensent plus de formation depuis l'entrée en vigueur d'un décret reconfigurant ladite formation et mettant sous tutelle de deux ministères les établissements de formation. Un blocage qui ne fait qu'accentuer le déficit en personnel paramédical et en opticiens.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les nombreux bacheliers qui voulaient suivre une formation paramédicale au courant de cette année ont dû changer de projets. Et pour cause, un décret datant d'avril 2011 avait placé les établissements de formation sous la double tutelle des ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur. Depuis, la formation est blo-

quée, puisque cette double casquette n'a visiblement pas facilité le processus. Les professionnels sont pourtant formels : il aurait été plus judicieux de définir des mesures transitoires avant de passer d'un système de formation paramédicale sous tutelle de la santé à un système universitaire de formation sous double tutelle. Autre problématique soulevée,

celle de la formation des opticiens et des optométristes. Une cinquantaine d'optométristes formés dans un établissement de formation supérieure en optométrie, pourtant agréé par le ministère de l'Enseignement supérieur, sont actuellement empêchés d'exercer par le ministère de la Santé. L'établissement El-Farraby, agréé sous le numéro 396 en date du 23 avril 2001, fait les frais de cette situation anachronique. Ses responsables ont multiplié les écrits en direction du ministère de l'Enseignement supérieur, sans suite. Summum du paradoxe, trois des optométristes formés ont réussi à obtenir leur agrément et exercer. En plus de paralyser la formation, cette situation ne fait

qu'accentuer le déficit en opticiens. Les professionnels en ophthalmique sont au nombre de 1 200 dont 135 optométristes. En Algérie, le ratio est d'un professionnel pour 31 000 habitants alors que le ratio recommandé est d'un professionnel pour 7 000 habitants. En France, à titre d'exemple, il est de un pour 4 000 habitants. Pas moins de 15 millions d'Algériens souffrent de défaut de vision et 6 millions d'entre eux portent des verres correcteurs ou des lentilles. Leur prise en charge n'est pas toujours faite dans les meilleures conditions puisque seuls 4 000 opticiens lunetiers sont agréés par le ministère de la Santé.

N. I.

INSTALLÉ JEUDI PASSÉ PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ÉTAT

Le tribunal administratif de Chlef en service dès aujourd'hui

Accompagnée de Mahmoud Djamaâ et Hadjiri Derfouf, respectivement wali de Chlef et d'Aïn Defla, Mohamed Hamouche, président de la cour de Chlef, Benali El-Bay, procureur général, ainsi que des autorités civiles et militaires des deux wilayas, M^{me} Fella Henni, présidente du Conseil de l'Etat, a procédé, jeudi dernier, à l'inauguration du tribunal administratif de Chlef.

Nommé au poste de commissaire d'Etat, Mohammed Bennaceur est, désormais, à la tête de cette structure judiciaire relevant du Conseil de l'Etat. Pour ce qui est du staff, il y a Hocine Messaoudi, président de la chambre administrative, M^{me} Atika Fergani,

présidente de section, et également de M^{me} Yamina Ikhoulfi, greffière divisionnaire. Ces cadres prendront leurs fonctions aujourd'hui au niveau de ladite structure.

Le tribunal administratif connaîtra, en premier ressort et à charge d'appel, toutes les affaires où sont parties l'Etat, la wilaya, la commune ou un établissement public à caractère administratif. Il concerne aussi bien les affaires en cours de traitement que celles traitées auparavant au niveau des chambres administratives dépendant de la cour de Chlef. En outre, cette instance judiciaire se charge de statuer sur le recours en annulation de décisions administratives, d'interprétation et le recours en examen de la légalité des décisions émanant des établissements et des administrations publics.

A noter que ce tribunal, est le 16^e du genre depuis le début de l'année en cours en attendant la livraison d'autres tribunaux simi-

lares dont l'inauguration est prévue avant le 31 décembre 2011. Situé en plein cœur de la ville de Chlef, au boulevard des Martyrs, l'ancien siège de la daïra a été réaménagé pour cette vocation judiciaire. En effet, les travaux n'ont duré que trois mois, à compter du mois de juillet dernier. A cet effet, une enveloppe financière estimée à environ 24 millions de dinars a été allouée.

Il y a lieu de rappeler que ce tribunal est un nouvel acquis pour le secteur de la justice, l'objectif fixé est la séparation totale de la justice administrative de la justice ordinaire et la concrétisation de la dualité consacrée par la Constitution.

L'espace interne de l'édifice renferme une grande salle d'audience, 12 bureaux pour les magistrats et les greffiers, une salle pour l'archivage des documents et aussi une salle pour les avocats.

Zakarya Mahfoud

Boukaâ El-H'dadou sans eau et sans salle de soins

Située à 28 km au sud-est du chef lieu de la wilaya de Chlef, Boukaâ El-H'dadou, rattachée à la daïra d'El-Karimia, semble ne pas en finir avec les nombreux problèmes dont souffre sa population. Des promesses des responsables et des élus qui ne sont pas tenues, et une situation pénible qui perdure.

La pénurie d'eau potable est en tête de liste des soucis qui ne cessent de causer des désagréments à ces pauvres citoyens. Cette denrée vitale n'est assurée qu'au moyen de bêtes et de brouettes. De plus, les habitants de ladite localité sont contraints de parcourir jusqu'à 2 km voire plus pour s'approvisionner en

eau. N'étaient-ce les puits privés, ces citoyens seraient morts de soif. En dépit des multiples pétitions et réclamations qu'ont reçues les administrateurs locaux, aucune conduite n'a été réalisée dans la localité, alors que le barrage d'El-Karimia se trouve à proximité de ce bourg. Ce n'est pas tout, si l'on évoque

la couverture sanitaire qui fait, elle aussi, défaut dans cette colline oubliée. En effet, la seule salle de soins qui a été réalisée pour servir les citoyens a été transformée en logement alors qu'aucune réaction de la part des responsables locaux n'a été observée. Cette structure sanitaire a été détournée de sa vocation initiale, ce qui met la vie des malades en péril, notamment face au silence de la Direction de la santé et de la population. Les malades de la région se retrouvent dans l'obligation de rejoindre les centres sanitaires des localités voisines. Ce n'est

pas toujours évident, si l'on évoque la distance et l'état des routes.

La Peugeot 404 bâchée demeure le véhicule le plus aménagé et le plus équipé que les habitants démunis utilisent comme ambulances. Une liste de problèmes et de souffrances qui s'avère longue alors que des programmes importants et promoteurs, la localité n'a point bénéficié. Face à cette situation pénible, les habitants interpellent le wali ainsi que les élus afin de mettre fin à leur souffrance qui ne cesse de perdurer.

Z. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les citoyens de M'saïd réclament un mur de clôture pour la décharge publique

La décharge publique de la commune de M'saïd, dans la daïra d'El-Amria, est devenue au fil du temps un danger pour les terres agricoles qui l'entourent, danger qui devra amener les autorités locales à installer une clôture autour de la décharge en vue de faire stopper les dépôts quotidiens d'ordures qui menacent ces terres, surtout en été où parfois des feux provenant de cette décharge s'étendent aux terres. La même situation est constatée au cimetière mitoyen, ce qui oblige les autorités locales à débayer les déchets

de temps à autre et nettoyer un tant soit peu ce site. Les autorités ont lancé plusieurs appels en direction des citoyens, les invitant à ne pas déverser leurs ordures ménagères aux alentours de cette décharge, en vain.

Heureusement que les CET (centre d'enfouissement technique) de Sidi Ben-Adda et de Sidi Safi seront rouverts ce mois-ci, selon le directeur de l'environnement de la wilaya, après que des réserves furent levées : bitumage des routes menant à ces centres et centres de tri. La société chargée d'effectuer

le bitumage a été choisie, et selon le même responsable, des travaux relatifs à l'électricité, la réalisation d'un mur de clôture et la plantation d'arbres au tour des centres sont prévus ainsi que la dotation des deux CET d'eau potable et d'appareils pour le pesage des déchets ménagers. Il est utile de noter que les deux CET en question ont été fermés provisoirement en 2010 pour des raisons de non-adéquation avec les normes relatives à la bonne gestion de ces centres.

S. B.

TIPASA-MENACEUR

Trois dealers interceptés avec un kilo de kif traité

Selon des sources crédibles, des dealers ont été interceptés récemment par la gendarmerie de la ville de Menaceur, distante de 15 km de Cherchell et de 10 km du chef-lieu de la wilaya de Tipasa.

Ces sources précisent que c'est au niveau du village de Si Amrane, situé à proximité de la ville de Menaceur, que les gendarmes ont appris, la semaine dernière, suite à des investigations et à un recoupement d'informations, qu'une transaction venait d'être effectuée par un groupe de trois dealers, en vue de commercialiser un kilogramme de kif traité. Nos sources ont indiqué que la prompte intervention des gendarmes a permis de procéder à un véritable coup de filet dans ce réseau de trafiquants de drogue.

C'est ainsi que le dénommé D. J. A., âgé de 41 ans, a été arrêté en flagrant délit de possession et de commercialisation d'une quantité de kif traité, tandis que ses deux complices restent activement recherchés. Il convient de rappeler que dans le courant du mois d'octobre dernier, dans cette région, précisément sur les contreforts rocheux et montagneux du pic de Menaceur, cinq dealers, dont deux sont originaires de Tlemcen, furent appréhendés. Ce groupe avait, rappelons-le, tenté de commercialiser une importante quantité de kif traité à Tipasa et à Cherchell.

Larbi Houari

ORAN

La gendarmerie met la main sur 40 800 euros en faux billets

Les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran, qui procédaient il y a quelques jours à un simple contrôle routier au niveau de la région d'Arzew, ont découvert 148 faux billets de 100 euros et 130 autres fausses coupures de 200 euros dissimulés dans des bagages, à bord d'un bus venant d'Oran et de dirigeant vers Alger.

Les faux billets étaient dissimulés dans un petit coffre en acier soigneusement enfoui dans une valise noire, déposée dans le porte-bagages du véhicule.

Les gendarmes, qui avaient déjà procédé à la vérification de l'identité des passagers, ont tout de suite recommencé l'opération, mais c'était clair qu'il ne servait à rien de demander à qui appartient la valise noire. Tout le monde gardait le silence !

C'est alors que les gendarmes remarquent le comportement étrange d'un jeune homme qui regardait par la fenêtre pour faire diversion. M. N., âgé de 23 ans et repris de justice, passera sans trop tarder aux aveux. Cette prise a permis aux éléments du groupement de la Gendarmerie nationale d'Oran la récupération d'une somme totale de 40 800 euros en faux billets de 100 et 200 euros, ainsi que 93 feuilles blanches de 100 euros prêtes à l'impression.

Mehdi Mehenni

RELIZANE

Une primipare met au monde des triplés

C'est le plus beau jour de sa vie. A la veille de l'Aïd El Adha, une femme, primipare, âgée de 29 ans, originaire d'El Matmar (Relizane), qui suivait un traitement contre la stérilité, a donné naissance à des triplés, une fille et deux garçons.

L'accouchement s'est déroulé à la clinique médico-chirurgicale d'El Habib de Mostaganem où elle fut admise. Les trois nouveaux-nés, Rokia (2,5 kg), Haroun (2,4 kg), et Abdallah (2,5 kg), se portent comme un charme.

A. B.